



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

perspectives

Question au Gouvernement n° 1175

Texte de la question

SOMMET DU G 20

M. le président. La parole est à M. Jérôme Lambert, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.
M. Jérôme Lambert. Inquiétant ! A la veille de la réunion à Londres des chefs d'Etats des vingt pays les plus riches du monde, les informations les plus confuses circulent sur les désaccords qui pourraient apparaître à l'occasion de ce sommet, censé poser les fondements d'une nouvelle architecture financière mondiale.

En effet, depuis quelques heures notre Président de la République se livre à des gesticulations solitaires, semble d'ores et déjà très mécontent des conclusions, pourtant longuement négociées au plus haut niveau, et menace de quitter un sommet qu'il avait lui-même appelé de ses vœux !

C'est très inquiétant. L'échec de ce sommet serait très grave, mais sa réussite ne peut être atteinte qu'avec l'union de tous, pour réformer le système monétaire mondial, assainir les pratiques bancaires et mettre en place un véritable plan de relance mondial, toutes mesures souhaitées par le Fonds monétaire international.

Monsieur le Premier ministre, la crise économique poursuit chaque jour ses ravages, et en France, elle est aggravée par une politique économique et fiscale que vous refusez de remettre en cause. La récession est là, nous avons déjà perdu des centaines de milliers d'emplois et des milliers d'entreprises sont au bord du gouffre. Le Président de la République n'est pas crédible quand il prétend vouloir donner des leçons au monde alors que dans son propre pays, les moyens qu'il a choisis pour lutter contre la crise se révèlent chaque jour insuffisants, mais qu'il s'obstine à ne rien changer.

Les Français sont inquiets. Aussi les socialistes sont-ils résolus à présenter sans relâche leurs propositions (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP*) contre les dérégulations, les licenciements, et, prochainement, pour supprimer le bouclier fiscal. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC*), système injuste, déséquilibré, qui illustre tout à fait la situation qui a conduit à la crise.

A la veille du Sommet, nous vous appelons, monsieur le Premier ministre, à changer de politique pour que la France soit véritablement entendue dans le monde. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à M. Luc Chatel, secrétaire d'État chargé de l'industrie et de la consommation, porte-parole du Gouvernement.

M. Maxime Gremetz. Les ministres sont en grève ?

M. Luc Chatel, *secrétaire d'État chargé de l'industrie et de la consommation, porte-parole du Gouvernement.*

Monsieur le député Lambert, le sommet du G 20 qui se tiendra demain à Londres constitue une étape décisive d'un processus historique qui a été initié par Nicolas Sarkozy, lors de son discours devant les Nations unies en septembre dernier. Le premier, face à la crise financière, il a appelé de ses vœux une telle réunion, pour fonder un nouveau capitalisme, qui soit régulé. C'est lui qui, en tant que président de l'Union européenne, a pris l'initiative de réunir l'Eurogroupe pour coordonner l'action de l'Europe en matière financière, puis de réunir le Conseil européen, afin de préparer cette première étape que fut le sommet de Washington.

Un certain nombre de principes y ont été fixés. Il faut, demain, concrétiser ce engagements. Le gouvernement français a trouvé des partenaires, et l'Europe parlera d'une seule voix sur les différents sujets. Sur la régulation des marchés financiers, il faudra avancer notamment sur les *hedge funds* et les agences de notation. Sur les paradis fiscaux, nous exigerons que des décisions concrètes soient prises dans les jours suivant le G 20 avec l'établissement d'une liste de ces paradis fiscaux, qui sera rendue publique, les engagements que nous

attendons d'eux...

M. Maxime Gremetz. Mais oui !

M. Luc Chatel, *secrétaire d'État*. ...et les conséquences auxquelles ils s'exposeraient s'ils ne s'y pliaient pas. Sur les rémunérations des dirigeants également, nous attendons des avancées.

Le système mondial qui nous a conduit à la faillite actuelle ne peut pas continuer en l'état. Le Président de la République et le Gouvernement, avec nos partenaires européens et du monde entier, comme l'a rappelé le Premier ministre, sont totalement mobilisés pour obtenir des résultats ambitieux. Ceux qui ont pris l'initiative de ce sommet ne se contenteront pas, à Londres, de faire de la figuration. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe UMP.*)

Données clés

Auteur : [M. Jérôme Lambert](#)

Circonscription : Charente (3^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1175

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Industrie et consommation

Ministère attributaire : Industrie et consommation

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 2 avril 2009

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 2 avril 2009